

LES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI DANS LE DOMAINE JURIDIQUE AU LUXEMBOURG

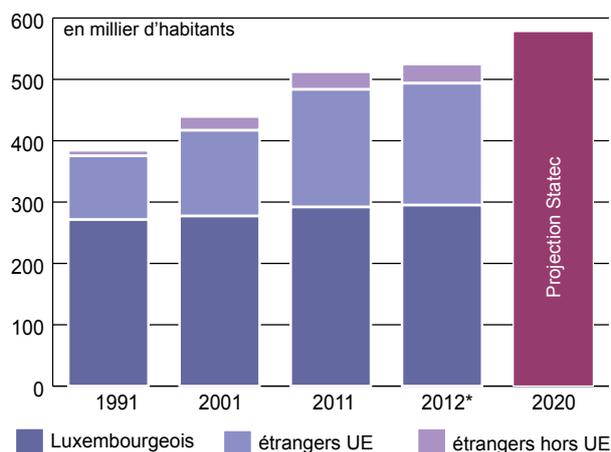
Les professions du droit sont nombreuses : juges, notaires, avocats, huissiers, professeurs d'universités, juristes d'entreprises...

Ces professions s'exercent de façon libérale et indépendante ou salariée au sein du service public (administrations, institutions européennes, Cour de Justice...) ou du secteur privé (entreprises, associations).

Presque toutes ces professions ont une très longue tradition et sont organisées en « ordres » qui réglementent l'accès à la profession et définissent des règles de déontologie ainsi que des sanctions à appliquer en cas de non respect de ces règles¹.



LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET L'INTERNATIONALISATION DES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES CRÉENT UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AUX EMPLOIS JURIDIQUES AU LUXEMBOURG



POPULATION TOTALE AU LUXEMBOURG

RÉPARTITION EN %

Le Luxembourg est un pays attractif pour un nombre toujours croissant d'immigrants.

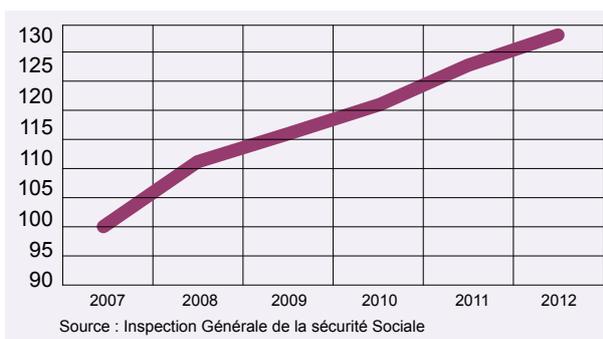
En plus de 20 ans, la population totale est passée de 384 000 personnes à 524 900², soit une hausse de 136%.

Les prévisions du Statec à l'horizon 2020 indiquent que la population totale devrait atteindre les 578 100 personnes³.

Cette hausse de la population

s'accompagne d'une multiplication des entreprises et d'une densification des relations entre particuliers, entre entreprises, ou entre particuliers et entreprises, avec leur corollaire en terme de régulation des relations.

La place financière luxembourgeoise, la présence des institutions européennes et le développement soutenu de nombreux secteurs d'activité économique expliquent le niveau élevé de la demande en professionnels du droit.



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PROFESSIONNELS DU DROIT INDÉPENDANTS ET OFFICIERS MINISTÉRIELS

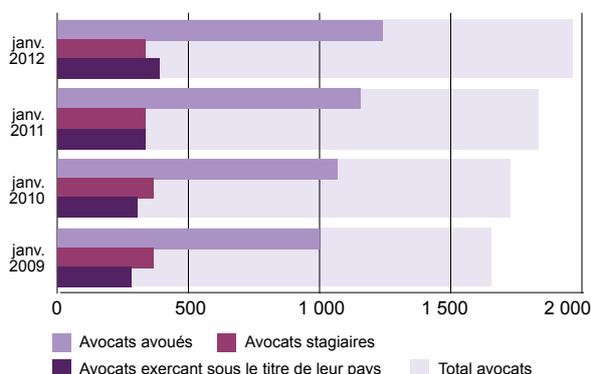
BASE 100 EN 2007

En témoigne l'évolution importante du nombre de professionnels du droit qui exercent leurs activités de manière indépendante. En 2012, ils étaient 1 663 dans ce cas.

Mais les emplois salariés progressent également car devant la complexité croissante des lois et des règlements, l'ouverture des marchés et la concurrence grandissante, de nombreuses entreprises ont créé leur propre service juridique.

Retrouvez toutes les notes en page 7

DEVENIR AVOCAT AU LUXEMBOURG



ÉVOLUTION DU NOMBRE D'AVOCATS INSCRITS AU BARREAU LUXEMBOURGEOIS⁴

Parmi les progressions fulgurantes des dernières décennies, celle du nombre d'avocats inscrits au barreau atteste de changements profonds de la société, avec un recours accru au conseil et à l'expertise juridiques.

L'accès à la profession d'avocat au Luxembourg est conditionné à la réalisation d'un parcours en deux étapes : d'abord la participation à des « cours complémentaires en droit luxembourgeois », puis l'accomplissement d'un stage professionnel.

La première étape est accessible aux personnes titulaires d'un Master en droit de l'université du Luxembourg ou d'un titre équivalent délivré dans un autre pays⁵. Elle conduit à la délivrance par le Ministère de la Justice du « certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois ».⁶

Les personnes devront ensuite effectuer un stage pratique (« stage judiciaire ») d'une durée de deux ans au sein de l'un des Barreaux du Luxembourg. Pendant le stage judiciaire, l'accent est mis essentiellement sur l'apprentissage de l'exercice de la profession d'avocat.⁷ Sous certaines conditions, une partie du stage peut être effectuée dans une étude d'avocat située dans un état membre de l'Union européenne. Le stage s'achève par un examen de fin de stage. Après la réussite à cet examen, le postulant devient avocat.

« Les diplômés en poche, plusieurs voies sont alors possibles :

- ▶ entrer dans un grand cabinet d'affaires et y évoluer ;
- ▶ commencer dans un petit cabinet « généraliste » et monter sa propre entreprise ;
- ▶ accumuler de l'expérience dans un petit ou un grand cabinet et se spécialiser dans un domaine (droits de l'homme, télécommunications, faillites, droit du mariage...)⁸

DEVENIR JURISTE D'ENTREPRISE AU LUXEMBOURG

Dans le secteur privé, l'appellation de juriste d'entreprise recouvre un large éventail d'activités accessibles aux professionnels du droit qui présentent certaines spécialisations.

Arrive en tête des spécialisations le droit lié à la finance. Rappelons qu'au Luxembourg, le premier secteur d'embauche des juristes reste le secteur bancaire.⁹

Mais les spécialisations tendent aussi à se développer dans d'autres domaines, notamment en droit du travail,¹⁰ droit des affaires, droit de la propriété intellectuelle, droit immobilier, droit de l'assurance... Les candidats issus du droit des affaires et du droit social demeurent les plus prisés par les organisations, toutes tailles confondues, car ces domaines sont incontournables en entreprise. Les juristes spécialisés dans le conseil en stratégie et organisation, ou familiarisés avec les activités d'audit comptable sont également recherchés.¹¹

Retrouvez toutes les notes en page 7

D'une façon générale, le juriste d'entreprise protège les intérêts de la société qui l'emploie ; il s'assure que son employeur respecte la loi dans tous les domaines (sur le plan commercial, fiscal, social...) et les réglementations en vigueur dans la fabrication des produits (normes de fabrication, normes environnementales...).

Le juriste en entreprise gère les contentieux et se charge de la rédaction et de l'exécution des contrats ; il a aussi pour mission d'accompagner les projets de développement de l'entreprise grâce à sa maîtrise de la législation. Il doit donc s'adapter aux situations concrètes rencontrées et apporter des réponses précises en tenant compte des évolutions de la législation.

OCCUPER UN EMPLOI ADMINISTRATIF À DOMINANTE JURIDIQUE

Certains employeurs sont intéressés par les professionnels présentant un profil administratif alliant compétences en secrétariat et solides bases en droit. Ils proposent des postes d'assistant administratif ou de secrétaire au sein d'un service juridique. Les secteurs d'activité concernés peuvent être très variables : entreprises, mais aussi fiduciaires, banques, associations, cabinets d'avocats ou encore études de notaire.

A l'attention de ces catégories de salariés, l'Institut Universitaire International Luxembourg¹² propose en partenariat avec le Luxembourg Lifelong Learning Center (centre de formation pour adultes de la Chambre des salariés) une formation en droit appliqué luxembourgeois et en droit européen avec l'objectif de renforcer les compétences de ces salariés et accompagner leur mise à niveau.

DE NOMBREUSES DIRECTIONS AUGMENTENT LEUR NIVEAU D'EXIGENCES POUR LE CHOIX DE NOUVEAUX JURISTES

Les entreprises tendent à allonger les processus de recrutement afin de choisir pour les fonctions juridiques le « bon collaborateur », c'est-à-dire celui qui présente à la fois des compétences techniques pointues et des compétences linguistiques.

Les compétences techniques sont éminemment liées au secteur d'activité : les employeurs cherchent des collaborateurs qui connaissent les problématiques spécifiques et maîtrisent l'environnement juridique global de leur secteur d'activité.

En ce qui concerne la maîtrise des langues étrangères, elle est de plus en plus souvent exigée à presque tous les niveaux de poste, le marché étant de plus en plus tourné vers l'international.

Enfin, l'importance de la connaissance des droits des pays limitrophes apparaît dans de nombreuses annonces, en particulier dès qu'il est question de fiscalité.

DIVERSIFIER LES STRATÉGIES DE RECHERCHE D'EMPLOI : UN IMPÉRATIF FACE AUX CHANGEMENTS DE COMPORTEMENT DES EMPLOYEURS

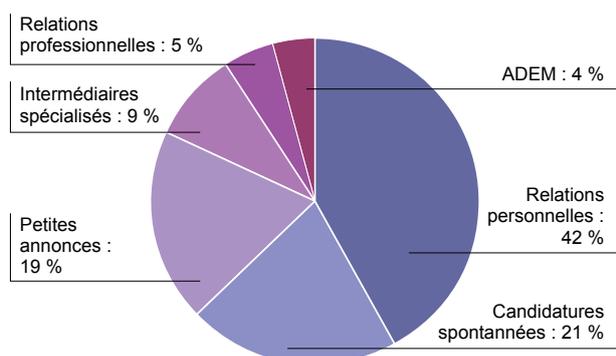
Les employeurs luxembourgeois multiplient les canaux pour recruter : les petites annonces, les services des intermédiaires de l'emploi (ADEM, agences d'intérim), les candidatures spontanées de personnes expérimentées...

L'accès à l'emploi peut aussi s'opérer par des cabinets de recrutement spécialisés dans les professions juridiques et localisés en Belgique, France, Pays bas et au Luxembourg.

Les candidats issus de France ont toutes leurs chances de trouver un emploi à terme car la demande de personnel dans ces métiers ne peut pas être satisfaite par la main-d'œuvre nationale luxembourgeoise (insuffisamment abondante).

Mais les entreprises luxembourgeoises sollicitent de plus en plus souvent leurs proches, en particulier leurs propres salariés, pour les aider à trouver les profils souhaités, notamment pour les postes un peu moins qualifiés.¹³

Ce système permet aux entreprises de recruter plus rapidement que lorsque l'offre est diffusée, grâce à un meilleur ciblage.



PART D'UTILISATION DE CHAQUE CANAL

LORSQU'UN SEUL CANAL DE PROSPECTION EST ACTIVÉ (EN %)

Lorsque les entreprises n'utilisent qu'un seul canal de recrutement, c'est de façon tout à fait privilégiée celui de la mobilisation de leur réseau de relations personnelles puis celui d'une exploitation des candidatures spontanées déjà reçues.

Elles ne passent par les annonces que dans 19% des cas. Certaines offres d'emploi sont donc **invisibles dans la presse ou sur Internet**.¹⁴

Les conseils
de votre
conseiller
EURES...



- ✓ Ne limitez pas votre recherche d'emploi à l'interim. Elargissez votre prospection en utilisant tous les canaux possibles pour entrer en contact avec un employeur potentiel.
- ✓ Prospectez aussi en parallèle le marché français.

Retrouvez
toutes
les notes
en page 7



LES SITES À CONSULTER POUR LES OFFRES D'EMPLOI DANS LE DOMAINE JURIDIQUE

SITES GÉNÉRAUX

www.jobs.lu
www.monster.lu
www.jobluxembourg.lu
www.lessentiel.lu/fr/emploi
www.manpower.lu
www.moovijob.com
www.jobijoba.com
www.optioncarriere.com

RÉSEAUX SOCIAUX PROFESSIONNELS

www.fr.linkedin.com
www.fr.viadeo.com
www.yupeek.com

SITES SPÉCIALISÉS DANS LES FONCTIONS JURIDIQUES

www.lexgo.lu
www.barreau.lu
www.huissier.lu

SITES INTERNETS DES PRINCIPAUX CABINETS D'AVOCATS DU LUXEMBOURG EN 2012

- ▶ Arendt & Medernach : www.arendt.com
- ▶ Elvinger, Hoss & Prussen : www.ehp.lu
- ▶ Allen & Overy : www.allenoverly.com
- ▶ Linklaters : www.linklaters.com
- ▶ Loyens & Loeff : www.loyensloeff.com
- ▶ Kremer Associés & Clifford Chance : www.cliffordchance.com
- ▶ Wildgen, Partners in Law : www.wildgen.lu
- ▶ NautaDutilh : www.nautadutilh.com
- ▶ Kleyr Grasso Associés : www.kckg.com
- ▶ Bonn Schmitt Steichen : www.bonnschmitt.net
- ▶ Oostvogels Pfister Feyten : www.opf-partners.com
- ▶ Noble & Scheidecker : www.mnks.com
- ▶ DSM Di Stefano Moyse Avocats à la Cour : www.dsmlegal.com
- ▶ Kaufhold Ossola & Associés : www.koa.lu
- ▶ Molitor Avocats à la Cour : www.molitorlegal.lu

Source : IUIL - profil économique du secteur juridique luxembourgeois

A noter...

✓ L'annuaire luxembourgeois des cabinets d'avocats et des entreprises employant des juristes est disponible sur le site : www.lexgo.lu. On y trouve aussi une rubrique avec de nombreuses offres d'emploi qui sont spécialisées dans le juridique.

RECHERCHE D'EMPLOYEURS POTENTIELS



Les conseils de votre conseiller EURES...

À PARTIR DE L'ANNUAIRE EN LIGNE EDITUS

✓ Cet annuaire en ligne (www.editus.lu), comparable aux Pages jaunes françaises, permet d'accéder à un grand nombre d'entreprises.

Pour une recherche plus efficace, tenez compte de vos

contraintes de localisation de l'emploi et du type d'activité qui vous intéresse.

✓ Sélectionnez les localités souhaitées avant de lancer votre requête. Les communes les plus proches de la frontière française sont situées dans les cantons de Capellen, Esch-sur-Alzette, Luxembourg et Remich.

✓ Indiquez l'activité ciblée en vous aidant de la liste des catégories définies par Editus : avocats, avocats à la Cour, avocats exerçant sous leur titre professionnel d'origine, huissiers de justice, notaires, secrétariat social.

570 professionnels sont présents dans l'annuaire en janvier 2014.

Nota bene : cette catégorisation ne rend pas en compte des débouchés potentiels dans toutes les entreprises dotées d'un service juridique ou ayant besoin de compétences juridiques en interne !

✓ Contactez l'employeur et gardez trace de votre recherche d'emploi afin de ne pas le démarcher plusieurs fois (une même entreprise peut être répertoriée dans plusieurs catégories).

À PARTIR DE LA LISTE EXHAUSTIVE DES ENTREPRISES LUXEMBOURGEOISES

Le Statec publie chaque année le "RÉPERTOIRE SYSTÉMATIQUE des entreprises luxembourgeoises".¹⁵

La liste des activités liées au domaine juridique n'est pas présente. Vous trouverez néanmoins la liste complète des entreprises relevant des activités comptables sous la section du code NACE "69.200 Activités comptables", entreprises qui recherchent régulièrement des compétences juridiques pour intégrer leurs équipes.

NOTES

¹ www.aneld.lu/etudesdedroit/debouches

² Estimation au 1^{er} janvier 2012. Source : STATEC, "Le Luxembourg en chiffres"

³ Source : CIO Wealth Management Research, UBS, "Une comparaison du pouvoir d'achat dans le monde", collection "Prix et salaires", Edition 2012

⁴ Source : Barreau de Luxembourg, Conférence de presse du 16 octobre 2012, Ordre des avocats du barreau de Luxembourg

⁵ Les titres étrangers doivent avoir fait l'objet d'une homologation préalable.

⁶ Ce certificat est une condition préalable à l'admission aux professions libérales du domaine du droit (avocats, notaires, huissiers de justice) mais aussi à la fonction publique étatique et communale luxembourgeoise. De plus, il est très prisé

par de nombreux employeurs privés.

⁷ Source : www.mj.public.lu/professions/avocat/stage_judiciaire/

⁸ Source : brochure "Les métiers du droit", CEDIES (centre de documentation et d'information sur l'enseignement supérieur), Edition 2012-2013, Luxembourg

⁹ D'autres informations sur cette spécialisation sur le site l'Association Luxembourgeoise des Juristes de droit Bancaire : www.aljb.lu/

¹⁰ Les professionnels ayant en commun une pratique régulière du droit social luxembourgeois se sont regroupés au sein de l'association ELSA (Employment Law Specialists Association). Pour en savoir plus, voir le site de l'association : www.elsa.lu

¹¹ Pour des informations générales sur les emplois de juriste, voir la publication actualisée chaque année par le

cabinet Hays présent en France et au Luxembourg : "Etude de rémunération nationale. Tendances générales du recrutement et des rémunérations en 2014".

¹² Voir site Interne : www.iuil.lu/

¹³ Source : "La visibilité des offres d'emploi au Luxembourg", Laetitia HAURET, CEPS INSTEAD, Revue Population et emploi n° 46 de décembre 2009

¹⁴ Anne-Sophie GENEVOIS, "La prospection des candidats dans les processus de recrutement : les canaux utilisés par les entreprises", Revue "Les cahiers du CEPS/INSTEAD", n° 2010-22, octobre 2010

¹⁵ En téléchargement libre sur www.statistiques.public.lu/, rubriques "publications" / "thématique" / "entreprises" / "repertoire-entreprises".

